



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 juillet 2021  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-seizième session

Point 75 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Promotion et protection des droits humains : questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales**

## Droits des personnes handicapées

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport établi en application de la résolution [44/10](#) du Conseil des droits de l'homme par le Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées, Gerard Quinn.

---

\* [A/76/150](#).



## **Rapport du Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées, Gerard Quinn**

### *Résumé*

Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées, Gerard Quinn, se penche sur la question de la protection des droits des personnes handicapées dans le contexte des conflits armés. Il y fait le point sur le dialogue ouvert dans le cadre de la résolution [2475 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité et entend faire progresser le débat sur le sujet à la lumière des dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du droit international humanitaire.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Objet . . . . .	4
III. Handicap et paix et sécurité : vers plus de visibilité. . . . .	7
A. Valeurs : la Convention relatives aux droits des personnes handicapées, moteur de changement dans l'ensemble du processus de paix . . . . .	7
B. Le continuum paix-conflit : visibilité inégale des personnes handicapées . . . . .	10
IV. Conclusions et recommandations . . . . .	22
A. Conclusions . . . . .	22
B. Recommandations concernant l'ensemble du processus de paix . . . . .	23

## I. Introduction

1. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées, Gerard Quinn, se penche sur la question de la protection et de la participation des personnes handicapées dans le contexte du processus de paix dans son ensemble, y compris les conflits armés. Dans le système des Nations Unies, cette notion recouvre la prévention, le règlement des conflits, le maintien de la paix, la consolidation de la paix et le développement à long terme<sup>1</sup>.

2. Aux fins du présent rapport, le Rapporteur spécial a analysé les 39 réponses apportées au questionnaire adressé aux États, aux autorités militaires, aux institutions nationales de promotion et de protection des droits humains et aux organisations de la société civile, en particulier les organisations de personnes handicapées, concernant essentiellement la politique, l'opérationnalisation et la voix collective dans le processus<sup>2</sup>. Le 1<sup>er</sup> juin 2021, il a également organisé une consultation avec un groupe de spécialistes composé de représentantes et de représentants d'États, d'organisations de la société civile, du milieu universitaire et d'organisations de personnes handicapées. Le Rapporteur spécial remercie l'ensemble des États, des institutions nationales de défense des droits humains, des autorités locales, des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile et des universitaires qui ont participé aux consultations et envoyé leurs précieuses contributions.

## II. Objet

3. Il existe déjà à l'ONU un grand nombre de procédures spéciales et d'organes conventionnels qui se consacrent depuis longtemps aux vastes questions se rapportant aux conflits et à la paix. S'inscrivant dans le droit fil de ces travaux, le présent rapport traite lui aussi de ces questions, mais sous l'angle du handicap.

4. L'effet majeur de la Convention relative aux droits des personnes handicapées aura sans doute été de faire basculer la pensée dominante concernant les personnes handicapées. Dans le passé, ces dernières étaient considérées comme des objets qu'il fallait gérer ou dont il fallait s'occuper et non comme des sujets capables de décider de leur propre destin et de jouer activement un rôle déterminant dans l'avenir de leur propre pays. Cette vision traditionnelle, alimentée par nombre de lois, mesures et systèmes entiers dans divers domaines, est bien ancrée. Toutefois, à force de remise en cause, la situation évolue lentement mais sûrement. Tous ces domaines sont en train d'être repensés, avec pour nouveau point de départ la subjectivité ou l'identité individuelle des personnes handicapées et une notion renouvelée d'inclusion et de participation, l'idée étant de faire tomber les obstacles et d'enclencher une dynamique transformatrice.

5. Il en va de même pour l'ensemble des lois, politiques et pratiques liées à la paix. Le maintien de la paix est d'une importance absolue : sans paix, on aurait peine à concevoir l'existence d'un régime de défense des droits humains efficace. La paix est fragile. Bien que le recours à la force soit interdit par la Charte des Nations Unies<sup>3</sup>, les conflits font rage dans de nombreuses régions du monde aujourd'hui. Parfois, ils opposent différents États, mais bien souvent, il s'agit plutôt de troubles internes qui semblent ne jamais devoir prendre fin. Ils se déroulent généralement dans les villes.

<sup>1</sup> António Guterres, « Vision statement: challenges and opportunities for the United Nations », 2016.

<sup>2</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/Issues/Disability/SRDisabilities/Pages/GA76-Armed-Conflict-Report.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Disability/SRDisabilities/Pages/GA76-Armed-Conflict-Report.aspx).

<sup>3</sup> Voir l'Art. 2, par. 4, de la Charte des Nations Unies.

Quelle que soit leur origine ou leur nature, les conflits ont presque toujours des conséquences massives et dévastatrices pour l'ensemble de la population civile et entravent le processus de reconstruction.

6. Le présent rapport thématique est essentiellement consacré aux conséquences de la rupture de la paix et du déclenchement de conflits sur les personnes handicapées, dont on estime qu'elles représentent environ 15 % de toute population<sup>4</sup>.

7. Le principal problème à régler est l'invisibilité, ou du moins l'invisibilité relative, des personnes handicapées dans les normes et les pratiques qui, au fil des décennies, ont évolué pour aborder l'ensemble des étapes qui composent le continuum paix-conflit :

- C'est le cas dans le domaine de la prévention des conflits, les personnes handicapées et les organisations qui les représentent ne se voyant accorder qu'un rôle mineur dans la prévention des points de rupture susceptibles de conduire à des conflits.
- C'est le cas dans le droit international humanitaire, dont les normes relatives à la protection des civils dans le contexte des conflits, par ailleurs très fouillées, ne réservent qu'une place secondaire aux civils handicapés.
- C'est le cas en droit pénal international, dans lequel les crimes commis contre les personnes handicapées ne semblent pas bénéficier de toute l'attention qu'ils méritent.
- C'est le cas pour l'action humanitaire, dont les personnes handicapées n'ont pas toujours pu bénéficier par le passé, faute d'accès, notamment.
- C'est le cas dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants, dont beaucoup ont acquis un handicap ou développé un traumatisme au cours d'un conflit.
- C'est le cas aussi dans les opérations de maintien de la paix, la question du handicap n'ayant jusqu'à présent reçu que peu d'attention.
- Et enfin, c'est le cas également dans les opérations de consolidation de la paix, où les possibilités pour les personnes handicapées de contribuer à l'avènement d'une société plus inclusive dans les situations consécutives à un conflit sont jusqu'à présent restées limitées.

8. Tous les domaines d'action qui touchent à la paix et aux conflits sont concernés par le nouveau départ engagé avec l'adoption de la Convention, et cette dernière doit leur servir de point de repère. Ces dernières années, on a beaucoup insisté sur le droit international humanitaire et sur la nécessité de nuancer les normes consacrées à la protection des civils, qui sont par ailleurs irréprochables, pour faire en sorte que la situation, les droits et les besoins des personnes handicapées y soient davantage pris en considération.

9. Quoique louable et parfaitement juste, cette perspective doit être élargie. La question de la « protection » telle qu'envisagée dans la Convention s'inscrit dans le programme plus large de l'identité individuelle, de l'inclusion et de la participation : une vision de la capacité active d'agir de l'humain. Pour véritablement garantir l'efficacité et la pérennité de cette conception, il importe de faire en sorte que l'ensemble du corpus législatif et réglementaire se rapportant au maintien et au

<sup>4</sup> Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale, « Rapport mondial sur le handicap », Genève, 2011.

rétablissement de la paix dans les situations consécutives à un conflit soit dûment pris en considération.

10. Il convient de souligner que la Convention s'applique en tout temps et que rien ne permet de déroger à ses dispositions ou de les suspendre, même en cas d'urgence nationale, d'occupation étrangère, de catastrophe naturelle ou de conflit armé<sup>5</sup>. Autrement dit, s'agissant de la conduite des conflits, la Convention et le droit international humanitaire sont d'application<sup>6</sup>. Bien qu'il n'existe pas de hiérarchie des normes internationales ou des traités internationaux, il y a une forte volonté d'éviter la fragmentation et de parvenir à renforcer la cohérence entre les différents domaines.

11. Les dispositions pertinentes des objectifs de développement durable viennent appuyer cette analyse, en particulier l'objectif 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre), l'objectif 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables), et l'objectif 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous). Ces derniers se rapportent directement au développement et à la transformation des systèmes, deux questions éminemment pertinentes s'agissant de l'ensemble du processus de paix.

12. Dans la première partie du présent rapport, le Rapporteur spécial commence par revenir en détails sur la refonte majeure que la Convention relative aux droits des personnes handicapées représente sur le plan normatif. Cette refonte, comme on le verra, repose essentiellement sur l'identité individuelle des personnes handicapées (leur voix individuelle et collective) et sur une notion plus large et plus profonde de l'égalité, de l'inclusion et de la participation. À cet égard, il est important de noter que la résolution 2475 (2019) du Conseil de sécurité marque un tournant historique en ce qu'elle contribue, notamment, à élargir cette perspective en faisant une place aux personnes handicapées dans la consolidation de la paix. Le présent rapport a vocation à pousser plus loin encore la réflexion ainsi ouverte par la résolution du Conseil.

13. Dans la deuxième partie du présent rapport, le Rapporteur spécial décrit les divers domaines d'action entrant en jeu en ce qui concerne la paix et les conflits et recense les points précis où l'invisibilité relative des personnes handicapées se produit et les conséquences néfastes qui en découlent pour elles. Ces dernières tiennent essentiellement au défaut de prévoyance, qui est le symptôme de l'invisibilité autant qu'il en est la cause. Il est établi que la visibilité des personnes handicapées demeure inégale dans l'ensemble du processus de paix. Le principal défi consiste à essayer d'envisager à quoi ces domaines d'action ressembleraient si un effort beaucoup plus conscient était fait pour placer le handicap au premier plan et pour faire en sorte que la différence liée à celui-ci soit davantage prise en considération et que l'inclusion et la participation actives soient favorisées.

14. Dans la troisième partie du présent rapport, le Rapporteur spécial formule une série de conclusions générales ainsi que des recommandations plus spécifiques tendant à donner plus de visibilité au handicap dans l'ensemble du continuum paix-conflit. Ces recommandations ne sont ni gravées dans le marbre ni une fin en soi : elles ont vocation à approfondir le débat sur les moyens d'accorder à la question du handicap une plus grande visibilité dans l'ensemble du processus de paix.

<sup>5</sup> Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 29 (2001).

<sup>6</sup> Le seul autre instrument consacré aux droits humains dans lequel on trouve une disposition analogue est la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 38).

### III. Handicap et paix et sécurité : vers plus de visibilité

#### A. Valeurs : la Convention relatives aux droits des personnes handicapées, moteur de changement dans l'ensemble du processus de paix

##### Les valeurs fondamentales

15. Il se dégage de la Convention relative aux droits des personnes handicapées quatre thèmes principaux se rapportant directement à chacune des étapes qui jalonnent l'ensemble du processus de paix.

##### *Le rééquilibrage des priorités traditionnelles en matière de protection*

16. La question de la protection, en tant que telle, n'a pas disparu. Elle est bien présente dans la Convention [voir art. 16 (Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance)], mais est désormais dépouillée de son héritage paternaliste. Ainsi, il est reconnu dans la Convention que personne n'est pour ainsi dire intrinsèquement vulnérable et qu'il existe seulement des personnes handicapées placées en situation de vulnérabilité. C'est donc la nécessité de s'attaquer à l'imposition de cette situation de vulnérabilité qui est mise en avant. Par exemple, être placé dans une institution située dans un environnement urbain constitue sans doute une situation de risque plus grave dans les conflits contemporains, qui tendent à être urbains par nature. Il est également exigé à l'article 16 de la Convention qu'il soit mis fin à l'impunité. L'invisibilité dont les personnes handicapées pâtissent depuis toujours dans le domaine de l'application des lois est ainsi reconnue et l'objectif est d'inverser la tendance.

17. La Convention ne fait donc pas disparaître la question de la protection, mais en déplace fondamentalement les présupposés. Ce constat a des ramifications claires pour ce qui est, d'une part, de la législation et des politiques se rapportant au processus de paix, la tendance étant d'envisager excessivement le handicap sous l'angle de la médicalisation et pas assez sous celui de la capacité d'agir des personnes intéressées, et en ce qui concerne, d'autre part, l'éventail beaucoup plus vaste de droits méritant protection.

##### *Identité individuelle : d'objet médical à sujet humain*

18. La Convention est fondée sur l'identité individuelle, l'autonomie et la parole des personnes handicapées, comme en témoignent en particulier l'article 12 (personnalité juridique), l'article 19 (autonomie de vie dans la société) et l'article 4, paragraphe 3 (droit d'être consulté). L'accent ainsi placé sur la question de l'identité individuelle a des répercussions considérables sur les rapports de pouvoir traditionnels et tend à rendre aux personnes concernées leur visibilité et le contrôle de leur existence. Dans ce nouveau modèle, les personnes handicapées ne sont plus considérées comme des objets qu'il faut gérer ou dont il faut s'occuper, mais comme des agents moraux à part entière, capables et désireux de mener leur vie comme ils l'entendent. Il s'agit là d'un antidote précieux au paternalisme d'un autre âge qui sévit encore partout aujourd'hui.

##### *Égalité : aménagement positif en faveur de la différence du handicap*

19. La Convention s'appuie également sur une théorie vaste et profonde de l'égalité (art. 1 et 5). Le Comité des droits des personnes handicapées a utilement élaboré une

théorie de l'« égalité inclusive », dont il est question à l'article 5<sup>7</sup> et qui, du point de vue du Comité, autorité en la matière, repose essentiellement sur quatre éléments, à savoir : a) reconnaître l'importance de l'identité individuelle et de l'autonomie des personnes handicapées ; b) respecter la différence du handicap et procéder à son aménagement ; c) respecter la diversité du handicap, partie intégrante de la condition humaine ; d) redéfinir les aides sociales et autres de façon à favoriser et non entraver ce qui précède.

20. Tous ces éléments doivent entrer en ligne de compte quand il s'agit de déterminer si les approches traditionnelles suivies dans l'ensemble du processus de paix sont adaptées. Cela étant, il importe en particulier d'insister sur la nécessité de procéder à des aménagements positifs pour faire une place à la différence du handicap et sur le droit des personnes de participer aux processus qui les concernent.

*Capacité active d'agir de l'humain : inclusion et participation*

21. La Convention s'appuie sur une théorie très riche de l'inclusion et de la participation dans tous les domaines de vie. Il importe de noter que l'inclusion dans les processus qui déterminent la vie collective de la nation est prévue à l'article 29 (Participation à la vie politique et à la vie publique). Abstraction faite de l'article 29, l'inclusion est envisagée implicitement à l'article 4, paragraphe 3, celui-ci faisant obligation aux États de consulter étroitement les personnes handicapées dans l'élaboration et la mise en œuvre des lois, politiques et pratiques qui les concernent. Il ne fait aucun doute ici que toutes les étapes du processus de paix sont aussi visées. On retrouve au premier plan la question de la capacité d'agir des personnes handicapées à la fois sur le plan individuel et sur le plan collectif.

**Les valeurs fondamentales appliquées aux situations de risque**

*L'article 11 de la Convention, le pont vers les situations de risque et les situations d'urgence humanitaire*

22. Les rédacteurs de la Convention étaient conscients des répercussions que ces valeurs, droits et obligations pouvaient avoir sur la manière dont les États réagissaient aux catastrophes, que ce soit en situation de conflit armé ou d'autres types de crise humanitaire, ou en cas de catastrophe naturelle. C'est pour cette raison que le fameux article 11 de la Convention (Situations de risque et situations d'urgence humanitaire) fait obligation aux États parties de prendre, « conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, toutes mesures nécessaires pour assurer la protection et la sûreté des personnes handicapées » dans les situations susmentionnées.

23. Lue à la lumière de la Convention, la « protection » envisagée en droit international humanitaire prend dès lors deux nouvelles dimensions. Premièrement, conformément à la notion d'égalité telle qu'envisagée par le Comité des droits des personnes handicapées, il s'agit d'accorder une plus grande attention à la différence du handicap dans les normes relatives à la protection et de s'employer à apporter des aménagements positifs qui permettent d'en tenir compte. Il ne fait aucun doute que les personnes handicapées bénéficieraient alors d'une plus grande visibilité en droit international humanitaire. Deuxièmement, la question de la « protection » s'inscrirait ainsi dans le cadre plus vaste de l'identité individuelle, de l'égalité et de l'inclusion et de la participation sociales. La protection s'inscrit toujours dans le cadre d'objectifs

<sup>7</sup> Comité des droits des personnes handicapées, Observation générale n° 6 (2018).



plus larges et il s'agit peut-être d'un premier pas nécessaire pour garantir (ou garantir à nouveau) les droits des personnes handicapées.

*Résolution 2475 (2019) du Conseil de sécurité, l'édification du pont*

24. Ce cadre plus vaste transparaît clairement dans la résolution 2475 (2019) du Conseil de sécurité, texte historique consacré à la protection des civils handicapés en temps de conflit armé. La résolution porte essentiellement sur le devoir de protection (par. 1 et 8), le devoir d'assistance (par. 3, 4 et 5), le devoir de consultation (par. 6) et l'obligation de mettre fin à l'impunité des actes criminels (par. 2). Il y est en outre demandé que les moyens dont dispose le personnel des Nations Unies chargé du maintien de la paix et de la consolidation de la paix soient renforcés (par. 7), que le Secrétaire général donne plus de visibilité aux personnes handicapées dans ses rapports (par. 9) et qu'un dialogue soit ouvert entre les organisations de la société civile représentant les personnes handicapées et le Conseil de sécurité (par. 10). Cela implique que la société civile doit elle aussi renforcer ses capacités pour être en mesure d'échanger de manière constructive avec les États concernant toutes les étapes du processus de paix, et qu'un appui doit lui être apporté en ce sens.

25. Il découle essentiellement de la résolution du Conseil de sécurité qu'une place beaucoup plus importante doit être accordée aux droits et aux besoins des personnes handicapées dans les normes du droit international humanitaire. Il s'agit, en tout état de cause, de la conclusion logique qui peut être tirée de la façon dont le Comité envisage la question de l'égalité et de la nécessité de tenir compte de la différence du handicap dans nombre de domaines d'action – et de procéder aux aménagements positifs nécessaires pour ce faire. La résolution 2475 (2019) vient explicitement renforcer la vision selon laquelle les priorités en matière de protection s'inscrivent elles-mêmes dans un programme beaucoup plus vaste, qui touche à toutes les étapes du processus de paix.

*La Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, le moyen de transformer les opérations de paix à la lumière de la Convention*

26. En mars 2019, la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion des personnes handicapées a été adoptée<sup>8</sup> en vue de faire en sorte que les entités et programmes des Nations Unies concourent, à leur échelle, à ce que l'Organisation contribue de manière optimale à la réalisation des objectifs fixés dans la Convention. La Stratégie s'articule autour de quatre objectifs : a) le renforcement de la direction dans l'ensemble du système des Nations Unies (y compris les institutions spécialisées et les équipes de pays) ; b) la planification stratégiques dans les grandes activités, l'idée étant de prendre explicitement en considération les personnes handicapées ; c) l'élaboration de politiques consacrées au handicap ; d) la mise sur pied d'équipes dotées de connaissances spécifiques sur le handicap et les droits y relatifs. Elle comprend un cadre de responsabilité à l'intention des entités, assorti d'indicateurs précis pour les quatre objectifs.

27. La Stratégie est très pertinente s'agissant des actions menées par les Nations Unies à tous les stades du processus de paix. Elle s'applique tout autant au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix qu'au Département des opérations de paix du Secrétariat. La Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, qui relève du Département des opérations de paix, s'emploie actuellement à élaborer un module sur le handicap. Toujours dans le même Département, le Service de la lutte antimines s'attache quant à lui à élaborer

<sup>8</sup> Voir [www.un.org/fr/content/disabilitystrategy/](http://www.un.org/fr/content/disabilitystrategy/).

une norme relative à l'aide aux victimes au titre des Normes internationales de la lutte antimines.

28. Il ressort d'un récent rapport du Secrétaire général sur l'application de la Stratégie que des progrès encourageants ont été accomplis en ce qui concerne l'inclusion du handicap dans l'ensemble du système des Nations Unies<sup>9</sup>. Globalement, l'analyse entreprise pour étayer le rapport tend à montrer que des avancées prometteuses ont été faites dans les fonds, programmes et institutions spécialisées. Le Secrétariat a certes accusé du retard s'agissant de plusieurs indicateurs, mais les résultats enregistrés dans certains départements, bureaux et commissions régionales sont supérieurs à ceux du Secrétariat dans son ensemble. Certaines missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales ont commencé à mettre au point des plans d'action concrets pour favoriser l'inclusion du handicap. Par ailleurs, des activités de sensibilisation en la matière et des efforts visant à créer les moyens nécessaires pour véritablement favoriser l'inclusion du handicap dans ces missions sont en cours. Ces progrès sont de bon augure pour l'avenir. Il est à cet égard d'autant plus réjouissant de constater que, comme le précise le Secrétaire général, l'adoption de la Stratégie a véritablement amené les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales à prendre le handicap en considération, ce qui, jusque-là, n'avait jamais été le cas.

## **B. Le continuum paix-conflit : visibilité inégale des personnes handicapées**

### **Contexte**

#### *Évolution de la nature de la guerre et répercussions des conflits sur les personnes handicapées*

29. L'impact, la durée et l'étendue des conflits armés ont radicalement évolué depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Du fait de l'urbanisation croissante, les conflits armés se déroulent plus souvent dans des villes et dans des zones densément peuplées et les populations civiles se trouvent dès lors fortement exposées aux impacts de la violence<sup>10</sup>. L'utilisation d'engins explosifs terriblement destructeurs dans les zones urbaines entraîne la perturbation, la dégradation et la destruction de services essentiels, même quand ces derniers ne sont pas directement pris pour cibles. La disparation de tels services essentiels pousse la population à fuir les combats en quête d'un refuge, de nourriture, d'eau et de soins. La prévalence des conflits prolongés ne fait qu'accentuer cet impact global sur les personnes handicapées, en grande partie à cause de la dégradation et de l'effondrement des dispositifs et services essentiels et de soutien, qui viennent s'ajouter aux autres difficultés que les personnes handicapées rencontrent déjà. Du fait de l'utilisation croissante de systèmes d'armes autonomes, favorisée par l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, on peut s'attendre à ce que la guerre de demain exacerbe ces difficultés de manière exponentielle<sup>11</sup>.

30. Les effets liés aux conflits armés pèsent lourdement sur les personnes handicapées. Pour celles d'entre elles qui vivent dans des zones de conflit ou qui les

<sup>9</sup> [A/75/314](#).

<sup>10</sup> Comité international de la Croix-Rouge (CICR), *Le droit international humanitaire et les défis posés par les conflits armés contemporains – Engagement renouvelé en faveur de la protection dans les conflits armés à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire des Conventions de Genève* (Genève, 2019), p. 16.

<sup>11</sup> Voir, en général, Peter Maurer, Président du CICR, « The new ICRC position on autonomous weapon systems », exposé virtuel à l'intention des États, 12 mai 2021.

fuient, le déplacement est un facteur de complication qui présente de nombreux risques pour leur santé et leur bien-être physique et mental, aggravant encore les handicaps existants ou entraînant l'apparition de handicaps secondaires<sup>12</sup>.

31. La prévalence du handicap augmente en cas de conflits, ces derniers pouvant être à l'origine de l'acquisition de handicaps par des personnes qui, pour beaucoup, doivent alors faire face pour la première fois de leur vie aux mêmes obstacles et difficultés que celles qui souffraient déjà d'un handicap<sup>13</sup>. La violence engendrée par les conflits armés fait naître une multitude de risques, notamment les attaques ciblées contre des personnes, la présence de mines terrestres et d'autres munitions non explosées, la perturbation de l'approvisionnement en denrées et en eau et en fournitures et services médicaux, l'exposition aux conditions météorologiques et tout autre type de traumatisme susceptible de créer ou d'aggraver des difficultés psychosociales<sup>14</sup>. Les conflits ont tendance à laisser de profondes cicatrices intergénérationnelles, notamment en termes de santé mentale et de traumatismes.

32. L'impact de la crise liée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur les personnes handicapées dans les situations de conflit est particulièrement préoccupant. Au moins 2 milliards de personnes dans le monde vivent dans des endroits exposés à la fragilité, aux conflits et à la violence. La COVID-19 a rendu l'existence des personnes vivant dans les zones touchées par les conflits encore plus précaire. Le 23 mars 2020, le Secrétaire général a appelé à un cessez-le-feu mondial pour faire taire les armes et demandé que la priorité soit donnée à la lutte contre la pandémie, un appel qui a été positivement accueilli par les États Membres, les parties belligérantes, les organisations régionales et la société civile. À l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité tenue le 9 avril 2020, le Secrétaire général a présenté plusieurs tendances liées à la pandémie et leurs implications pour la prévention des conflits, notamment l'érosion de la confiance dans les institutions publiques, l'aggravation des tensions sociétales associée aux mesures de riposte et, dans certains contextes, l'amplification des facteurs et des causes à l'origine du conflit. Les menaces et la violence auxquelles les populations concernées continuent d'être exposées alourdissent le fardeau que constitue la COVID-19, les personnes intéressées pouvant se montrer réticentes à se rendre dans les établissements de soins ou à obtenir les soins médicaux dont elles ont tant besoin.

#### *Intersectionnalité, handicap et processus de paix dans son ensemble*

33. Le handicap seul ne définit pas l'identité d'une personne et d'autres facteurs, multiples et entrecroisés, peuvent exposer celle-ci à toutes sortes d'autres vulnérabilités entrecroisées, particulièrement manifestes en période de conflit.

34. Par exemple, le risque pour les femmes et les filles handicapées de subir des violences domestiques est plus élevé pendant la pandémie et, dans les situations déjà fragilisées et précarisées par un conflit en cours ou à la suite d'un conflit, les systèmes de santé, de réadaptation et de protection sociale ne font qu'accentuer encore les conséquences de la pandémie pour les personnes handicapées. Les personnes déplacées, les réfugiés, celles et ceux qui vivent en milieu rural et les autres personnes marginalisées qui souffrent d'un handicap, en particulier les femmes et les filles, se heurtent à des obstacles supplémentaires, tels que l'absence d'informations

<sup>12</sup> Voir le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées [A/37/351/Add.1 et A/37/351/Add.1/Corr.1, annexe, sect. VIII, recommandation 1 IV)].

<sup>13</sup> William Pons, « The hidden harm: acquired disability during conflict », Center for Civilians in Conflict, 4 août 2017.

<sup>14</sup> Janet E. Lord, « Desk review on humanitarian action inclusive of persons with disabilities », établi à l'intention de l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur la prise en compte des personnes handicapées dans l'action humanitaire, 1<sup>er</sup> mars 2018.

accessibles et fiables et l'impossibilité de subvenir à des besoins essentiels, comme manger, boire et trouver un refuge accessible. Les femmes et les filles handicapées réfugiées et déplacées à l'intérieur du pays risquent davantage de subir de multiples formes de violence fondée sur le genre, notamment la violence et les mauvais traitements commis par leur partenaire, les membres de leur famille ou leurs pourvoyeurs de soins, le mariage forcé ou le mariage d'enfants, la stérilisation et la violence sexuelle. Les femmes et les filles handicapées sont tout particulièrement vulnérables à la traite des êtres humains pendant et après les conflits.

35. Dans la résolution [2250 \(2015\)](#), sur les jeunes et la paix et la sécurité, le Conseil de sécurité a reconnu pour la première fois le rôle des jeunes dans la prévention de la violence et le règlement des conflits et a appelé à ce que la jeunesse soit davantage représentée à tous les niveaux dans les instances de décision<sup>15</sup>. Les jeunes handicapés devraient être associés aux pratiques favorisant l'inclusion, y compris celles concernant l'emploi, la formation professionnelle et les possibilités d'éducation des jeunes et celles visant à stimuler l'esprit d'entreprise des jeunes et à véritablement favoriser leur participation à la prise de décisions. Le Conseil a souligné que le fait pour les jeunes d'être privés d'accès à l'éducation et de perspectives économiques était fortement préjudiciable à l'instauration durable de la paix et à la réconciliation.

36. Les personnes handicapées qui appartiennent à des groupes ethniques minoritaires sont exposées à un risque disproportionné en période de conflit. Celles qui vivent en collectivité, dans des foyers sociaux ou des établissements psychiatriques, par exemple, sont davantage menacées en période de conflit. Les personnes âgées handicapées peuvent devenir encore plus vulnérables. Il ne s'agit là que de quelques exemples de la complexité intersectionnelle de l'expérience vécue par les personnes handicapées dans les conflits.

*Les femmes et la paix et la sécurité : un modèle envisageable pour l'inclusion des personnes handicapées dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits*

37. En 2000, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [1325 \(2000\)](#), sur les femmes et les conflits armés. Dans cette résolution, le Conseil est allé au-delà de la notion statique de protection et a demandé instamment aux États Membres de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décisions pour la prévention, la gestion et le règlement des différends. Il a envisagé l'inclusion et la participation sous l'angle du processus de paix dans son ensemble et demandé instamment au Secrétaire général de chercher à accroître le rôle et la contribution des femmes dans les opérations des Nations Unies sur le terrain, en particulier en qualité d'observateurs militaires. Il s'est déclaré prêt à incorporer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les opérations de paix. Il a également prié le Secrétaire général de communiquer aux États Membres des directives et éléments de formation concernant la protection, les droits et les besoins particuliers des femmes, ainsi que l'importance de la participation des femmes à toutes les mesures de maintien de la paix et de consolidation de la paix.

38. Dans le contexte de la négociation et de la mise en œuvre d'accords de paix, le Conseil de sécurité, dans sa résolution [1325 \(2000\)](#), a demandé aux parties de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les filles contre les actes de violence sexiste (par. 10), d'adopter une démarche soucieuse d'équité entre les sexes lors du rapatriement et de la réinstallation et en vue du relèvement, de la réinsertion et de la reconstruction après les conflits [par. 8 a)], d'adopter des mesures venant appuyer les initiatives de paix prises par des groupes locaux de femmes [par. 8 b)] et

<sup>15</sup> Voir également la résolution [2419 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité sur les jeunes et la paix et la sécurité.

d'adopter des mesures garantissant la protection et le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles handicapées, en particulier dans les domaines de la constitution, du système électoral, de la police et du système judiciaire [par. 8 c)], ce qui fait vraisemblablement référence à la rédaction d'une nouvelle constitution à la suite d'un conflit et à la préservation des droits politiques et de l'état de droit. Le Conseil a engagé toutes les personnes participant à la planification des opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion à prendre en considération les besoins différents des femmes et des hommes ex-combattants (par. 13).

39. Comme suite à l'appel à contribution lancé aux fins de l'établissement du présent rapport, la Finlande a déclaré que, sur la base du modèle « femmes et paix et sécurité », elle prenait en considération les questions relatives à la sécurité et à la situation d'autres groupes en situation de vulnérabilité, tels que les personnes handicapées<sup>16</sup>. Elle a précisé en particulier que ses militaires recevaient une formation aux questions relatives à la protection des populations vulnérables en cas de déploiement pour gestion de situations de crise. En outre, la Finlande a déclaré que ses orientations, manuels et politiques relatifs aux groupes vulnérables, y compris les personnes handicapées, comprenaient un volet consacré aux femmes et à la paix et la sécurité.

40. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité pourrait sans doute servir de modèle s'agissant de l'inclusion des personnes handicapées dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits, et il convient en tout cas d'explorer davantage cette piste.

### **Bilan : la visibilité des personnes handicapées dans le continuum paix-conflit est inégale**

#### *Prévention du conflit : visibilité limitée*

41. Figurant parmi les principes fondamentaux autour desquels s'articule la Charte des Nations Unies, la prévention des conflits transparaît dans toutes les activités menées par les Nations Unies dans le cadre des trois piliers que sont la paix et la sécurité, le développement et les droits humains. Cependant, il arrive trop souvent que cette activité pourtant essentielle soit éclipsée par les exigences d'une crise ou d'un conflit armé. Dans des circonstances aussi difficiles, on en vient souvent à se féliciter de la conclusion d'un accord de cessez-le-feu, une étape certes essentielle, mais dont on ne peut se satisfaire.

42. L'Organisation des Nations Unies a récemment pris des mesures pour se recentrer sur la « pérennisation de la paix » en donnant pour mandat aux missions politiques spéciales de se concentrer davantage sur la prévention et la désescalade des conflits et de faire en sorte qu'ils ne se rouvrent pas. Dans ce cadre, les questions de genre et d'inclusion, qui sont liées au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, ont à juste titre tenu une place de premier plan. La contribution que les personnes handicapées peuvent apporter à la prévention des conflits et le rôle qu'elles peuvent jouer en la matière ne semblent pas bénéficier de la même attention, et ce alors qu'elles ont beaucoup à perdre dans les situations de conflit et que la prévention est particulièrement dans leur intérêt. De même, les personnes handicapées peuvent grandement contribuer à apaiser les tensions et à encourager toutes les parties opposées à trouver un terrain d'entente sur des objectifs humains susceptibles de les rapprocher. Il est probable que leur exclusion rend les efforts de prévention des conflits moins efficaces que ce qu'ils pourraient être, les besoins, les risques et les

<sup>16</sup> Réponse de la Finlande à la demande de contributions du Rapporteur spécial sur le handicap et les conflits armés (8 juin 2021).

compétences spécifiques des personnes handicapées demeurant invisibles et sous-exploités.

43. Les parties opposées peuvent toujours commencer par s'entendre sur la question neutre du handicap pour dépasser les clivages confessionnels et politiques. Ils peuvent ainsi se recentrer sur le caractère « humain » des droits humains. Les coûts d'opportunité liés à la conclusion d'alliance baissent quand les parties parviennent à s'accorder sur un sujet qui les rassemble plutôt que de se focaliser sur ce qui les divise. De toute évidence, il faut en faire plus pour mettre en avant le rôle positif que les personnes handicapées et les organisations qui les représentent jouent dans la désescalade en cas de situation d'instabilité. Il conviendrait d'adopter une démarche beaucoup plus consciente pour tenir compte de leur avis dans le domaine de la prévention des conflits et de faire en sorte qu'un volet « handicap » soit systématiquement intégré dans les missions politiques configurées pour prévenir les conflits.

*Conduite des conflits et droit international humanitaire : visibilité partielle*

44. Au cours des dernières décennies, on a cherché à faire évoluer le droit international humanitaire en vue d'atténuer le effets des conflits sur les populations civiles. Les principaux instruments concernés sont la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève), le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), qui portent sur les conflits dont les principales parties ne sont pas des États.

45. C'est dans la quatrième Convention de Genève qu'il est question du devoir général de protection des civils dans les conflits armés. L'article 3 commun aux Conventions de Genève fait obligation aux parties de traiter les personnes qui ont été mises hors de combat « par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre raison » sans « aucune distinction défavorable » et, si elles ne sont pas directement mentionnées, il est entendu que les personnes handicapées sont elles aussi concernées<sup>17</sup>. En outre, en vertu des Conventions de Genève du 12 août 1949, peuvent bénéficier d'un traitement préférentiel ou privilégié les personnes dont l'état de santé le nécessite, ce qui inclut, par voie de conséquence, les personnes handicapées.

46. On trouve aux articles 16 et 27 de la quatrième Convention de Genève des précisions sur les protections générales des civils, y compris, comme dit précédemment, les personnes handicapées. L'article 16 prévoit que « les blessés et les malades, ainsi que les infirmes ... seront l'objet d'une protection et d'un respect particuliers ». À l'article 27, il est dit que toutes les personnes protégées (les civils) « ont droit, en toutes circonstances, au respect de leur personne » et « seront traitées, en tout temps, avec humanité et protégées notamment contre tout acte de violence ».

47. On constate que les personnes handicapées sont généralement exposées aux effets des changements climatiques de manière disproportionnée. Or, il semble qu'on n'accorde pas à cette réalité toute l'importance qu'elle mérite, dans la mesure où les autorités compétentes n'interviennent exclusivement que quand elles savent que des personnes handicapées sont présentes. Cela s'expliquerait par l'approche suivie, conservatrice par nature, qui tend à minimiser fortement le nombre de personnes handicapées présentes dans la population. Pour remédier à cela, il conviendrait de partir du principe que, dans les théâtres d'opération, toute population civile compte au moins 15 % de personnes handicapées, aux identités très diverses, de la même

<sup>17</sup> CICR, « How law protects persons with disabilities in armed conflict », 13 décembre 2017.



manière qu'on considère généralement que la population est composée à 50 % de femmes et de filles.

48. L'article 27 prévoit en outre que toutes les personnes protégées sont protégées « sans aucune distinction défavorable, notamment de race, de religion ou d'opinions politiques ». Cette disposition sur l'interdiction de distinction défavorable (ou discrimination) est suffisamment vaste pour inclure le handicap. Il s'agit là d'une base assez solide pour que la notion d'égalité envisagée en droit international humanitaire puisse être élargie et approfondie de manière à prendre positivement en considération la réalité des personnes handicapées. Elle offre donc l'occasion de reconnaître qu'il existe une inégalité de traitement reposant sur le handicap et, partant, d'envisager de nouveaux moyens de faire en sorte que le principe de l'absence de « distinction défavorable » en droit international humanitaire vaille aussi pour les personnes handicapées.

49. Le texte des Conventions de Genève de 1949 repose clairement sur le modèle médical ; une nouvelle approche est nécessaire. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lui-même reconnu qu'il fallait revoir la façon dont le handicap était envisagé en droit international humanitaire. Bien entendu, il ne faut pas négliger l'impact que ce modèle médical dépassé continue d'avoir sur la manière dont est perçue et envisagée la protection des personnes handicapées dans les conflits armés, mais le problème majeur vient de ce qu'il faut trouver le moyen de faire appliquer les mesures de protection existantes de manière suffisante et efficace pour remédier aux risques et aux besoins auxquels les personnes handicapées font face durant la conduite des hostilités. Il se fait tout simplement que, même si elles s'appliquent aussi aux personnes handicapées, les protections générales prévues ne tiennent pas assez compte des obstacles, des risques et des préjudices spécifiques rencontrés par ces personnes. Par conséquent, lorsqu'il s'agit d'évaluer l'impact de certaines opérations, actions, voire de certains types de munitions, il convient de prendre explicitement en considération les personnes handicapées.

50. Le fait que les systèmes d'alerte et les processus d'évacuation soient inaccessibles aux personnes handicapées, que leur « cycle de vie » soit méconnu ou ne soit pas pris en considération et que certaines munitions employées les exposent à des traumatismes de manière disproportionnée vient entraver la pleine réalisation des protections consacrées dans les Conventions de Genève de 1949 et empêche les personnes handicapées de bénéficier d'une protection adaptée. Cela s'explique en grande partie par le fait que les belligérants n'ont pas conscience que, à un moment quelconque, 15 % de la population générale dans un théâtre d'opérations vit avec une forme de handicap, information dont il convient de tenir compte pour respecter pleinement les obligations du droit international humanitaire.

51. Une attention particulière est accordée aux hôpitaux civils « organisés pour donner des soins aux blessés, aux malades, aux infirmes », qui « ne pourront, en aucune circonstance, être l'objet d'attaques » et « seront, en tout temps, respectés et protégés par les Parties au conflit » (quatrième Convention de Genève, art. 18). Sans vouloir non plus généraliser à outrance, on constate que les personnes handicapées tendent globalement à avoir davantage besoin de services de santé que d'autres. La disposition susmentionnée revêt donc une importance d'autant plus grande dans leur cas. Plus généralement, et quand on sait par ailleurs que, dans de nombreuses régions du monde et zones de conflit, il est encore courant que les personnes handicapées soient placées en institution sous couvert de soins, cette norme s'avère essentielle pour les personnes handicapées.

52. L'évacuation des civils pris dans des conflits armés est régie par l'article 17 de la quatrième Convention de Genève. Là encore, la formule employée est loin d'être idéale, puisqu'il n'est question que de « blessés, malades, infirmes et personnes

âgées ». Abstraction faite de sa terminologie désuète, cette disposition présente un problème majeur : elle ne prévoit aucune procédure d'évacuation accessible. En cas d'évacuation, les personnes handicapées sont souvent contraintes d'abandonner leurs aides et appareils techniques. Généralement, les zones d'évacuation ou les zones sécurisées ne sont pas accessibles aux personnes handicapées qui parviennent à s'enfuir ou sont dépourvues de l'équipement nécessaire pour répondre aux besoins de ces dernières.

53. Le Protocole I vient renforcer les normes établies dans la quatrième Convention de Genève. Ainsi, l'article 51, paragraphe 2, du Protocole prévoit que les civils « ne doivent être l'objet d'attaques ». Les attaques sans discrimination sont interdites. Sont ainsi désignées également les attaques « qui ne sont pas dirigées contre un objectif militaire déterminé ». La distinction entre les objectifs militaires et les biens de caractère civil est nette et est renforcée par le paragraphe 2 de l'article 52 (Protection générale des biens de caractère civil), qui prévoit que « les attaques doivent être strictement limitées aux objectifs militaires ». Encore une fois, les civils handicapés ne sont pas nécessairement aussi mobiles que les autres et l'évacuation peut se révéler extraordinairement difficile sur le plan pratique. Il convient donc de tenir compte de cette réalité s'agissant de la distinction qui est faite entre objectifs militaires et biens de caractère civil.

54. L'article 54 du Protocole I porte sur la « protection des biens indispensables à la survie de la population civile ». Cette disposition est essentielle pour les personnes handicapées qui, souvent, ont besoin pour survivre de biens, de services et de médicaments dont d'autres peuvent se passer. Il va sans dire qu'aucune attention particulière n'est accordée à la question de l'accessibilité des services aux personnes handicapées et que rien ou presque n'est fait pour remédier aux conséquences terribles que l'absence de tels services peut avoir.

55. Il est important de noter que le Protocole I traite également du principe de précaution dans les attaques, qui impose à ceux qui préparent une attaque de prendre des précautions pour vérifier que les objectifs à attaquer sont purement militaires. Les parties intéressées ont l'obligation de « prendre toutes les précautions pratiquement possibles quant au choix des moyens et méthodes d'attaque en vue d'éviter et, en tout cas, de réduire au minimum les pertes en vies humaines dans la population civile, les blessures aux personnes civiles et les dommages aux biens de caractère civil qui pourraient être causés incidemment » [art. 57, par. 2, a) ii)]. Jusqu'à présent, toutefois, la question du handicap n'a pas été prise en considération pour déterminer ce qui était « faisable » ou pas. Cela doit changer.

56. En outre, au titre de toutes les précautions qui doivent être prises, les États ont l'obligation, « dans le cas d'attaques pouvant affecter la population civile », de donner un « avertissement en temps utile et par des moyens efficaces, à moins que les circonstances ne le permettent pas » [art. 57, par. 2 c)]. Il est souvent arrivé par le passé que les personnes handicapées n'aient pas eu accès à de tels avertissements. Les personnes sourdes n'entendent pas les avertissements sonores. Les aveugles ne sont pas en mesure de lire les avis écrits annonçant des attaques imminentes. Les notifications complexes doivent être rédigées en langue facile à lire pour certains. En cas de conflit, il y a de fortes chances que l'entourage de la personne handicapée soit déjà parti, auquel cas cette dernière risque de ne pas recevoir les avertissements en temps utile ou par des moyens efficaces.

57. Lorsque le choix est possible entre plusieurs objectifs militaires, le Protocole I impose de faire porter ce choix sur l'objectif dont on peut penser que l'attaque présente le moins de danger pour les personnes civiles [art. 57, par. 3)]. Ce faisant, il importe de tenir compte de l'impact qu'une telle attaque peut avoir sur les personnes handicapées, sachant que ces dernières sont susceptibles de ne pas utiliser la cible en



question de la même manière que la population générale. Il est évident que cette question n'est pas prise en considération lors de l'évaluation des cibles s'il n'est pas tenu compte, du point de vue opérationnel, de la présence de personnes handicapées sur le théâtre d'opérations. Parmi les précautions mentionnées figure l'évacuation de la population se trouvant à proximité d'objectifs militaires, mais il est évident que, du fait de leur inaccessibilité, les procédures d'évacuation laissent encore beaucoup à désirer.

58. Le Protocole I [art. 58 c)] impose aux États de prendre, « dans toute la mesure de ce qui est pratiquement possible, les autres précautions nécessaires pour protéger contre les dangers résultant des opérations militaires la population civile ... soumis[e] à leur autorité ». Cette disposition constitue une base juridique solide sur laquelle fonder une approche plus individualisée de la protection des personnes handicapées. Elle offre une marge de manœuvre suffisante à cet égard et, de toute évidence, la situation l'exige.

59. Les représailles sont spécifiquement interdites (art. 51, par. 6). Les personnes handicapées sont toutefois susceptibles d'y être exposées de manière disproportionnée. Il est également interdit d'utiliser les personnes handicapées comme boucliers humains (surtout quand elles sont facilement influençables, par exemple quand elles sont rassemblées, notamment dans des institutions) ou de les retenir en otages.

60. Ces éléments sont aujourd'hui envisagés dans des études consacrées au droit international humanitaire et au handicap<sup>18</sup>. Par exemple, dans un rapport thématique sur les droits des personnes handicapées au titre de l'article 11 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées qu'il a publié en 2015, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a examiné « toutes les situations d'urgence humanitaire »<sup>19</sup>, soulignant qu'il fallait intégrer l'inclusion des personnes handicapées dans tous les aspects des urgences humanitaires, y compris les conflits armés, et faisant observer par ailleurs que le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme étaient complémentaires et se renforçaient mutuellement<sup>20</sup>. Dans le rapport, la « protection » est envisagée de manière assez vaste et s'inscrit dans les objectifs plus larges de la Convention. Le Haut-Commissariat estime que le droit international humanitaire doit être interprété selon une approche du handicap axée sur les droits humains, comme le suppose l'article 11 de la Convention, et affirme que cette interprétation entraînerait nécessairement d'importants changements en termes de politiques et de pratique<sup>21</sup>.

61. En 2017, le CICR a publié un article majeur dans lequel il traite de la complémentarité du droit international humanitaire et de la Convention des droits des personnes handicapées dans les conflits armés<sup>22</sup>. Le Comité y souligne que le droit international humanitaire permet de traiter les prisonniers de guerre spécifiquement selon leur état de santé et d'imposer des obligations positives à cet égard et que, partant, les normes du droit international humanitaire (en particulier la norme relative à l'interdiction de distinction défavorable) offrent une marge suffisante pour permettre le traitement spécialisé et l'« aménagement raisonnable » à l'égard des civils handicapés.

<sup>18</sup> Janet E. Lord, « International humanitarian law and disability: paternalism, protection or rights? », in *Disability, Human Rights and the Limits of Humanitarianism*, Michael Gill et Cathy Schlund-Vials, dir. (Burlington, Vermont, Ashgate, 2014).

<sup>19</sup> Voir A/HRC/31/30.

<sup>20</sup> Ibid.

<sup>21</sup> Ibid., par. 4.

<sup>22</sup> CICR, « How law protects persons with disabilities in armed conflict ».

62. L'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève a publié une importante analyse sur les conflits armés et le handicap en 2019<sup>23</sup>. Elle y reconnaît que le droit international humanitaire s'appuie sur les modèles médical et caritatif du handicap, mais arrive à la même conclusion que celle tirée dans la publication du CICR mentionnée précédemment, à savoir que le droit international humanitaire offre des protections aux personnes handicapées lorsqu'il est lu à la lumière de la Convention relative aux droits des personnes handicapées<sup>24</sup>. On trouve ensuite dans le rapport une analyse spécifique de la manière dont on pourrait interpréter sous l'angle de l'inclusion du handicap les principes du droit international humanitaire, tels que la proportionnalité et les précautions, et les dispositions relatives aux avertissements donnés en temps utile et par des moyens efficaces, aux personnes internées et aux prisonniers de guerre.

63. Jusqu'à présent, le Comité des droits des personnes handicapées n'a pas véritablement accordé d'attention particulière au droit international humanitaire ou à l'inclusion des personnes handicapées dans toutes les étapes du processus de paix. Il lui est arrivé à quelques occasions de se pencher plus longuement sur l'article 11 de la Convention. Les recommandations qu'il a formulées à ce sujet concernent presque exclusivement les catastrophes naturelles et non les conflits armés, auxquels s'applique le droit international humanitaire<sup>25</sup>. Le moment est peut-être venu pour le Comité de se pencher sur la question de la cohérence entre la Convention et le droit international humanitaire et d'envisager ces questions plus largement pour faire en sorte qu'elles ne se limitent pas seulement à la protection et qu'elles portent aussi sur la participation aux différentes étapes du processus de paix.

64. Signe encourageant, il semble que les autorités militaires, partout dans le monde, commencent à prendre la question du handicap en considération dans les conflits. Par exemple, le manuel militaire danois a été révisé en 2020 et les obligations découlant de divers traités relatifs aux droits humains que le Danemark a ratifiés, notamment la Convention relative aux droits des personnes handicapées<sup>26</sup>, y figurent désormais. Il est utile de noter que la nouvelle version du manuel fait ainsi directement référence à l'article 11 de la Convention<sup>27</sup>. Il y est indiqué que les personnes handicapées peuvent avoir besoin d'une aide spéciale, que cela soit lié à un conflit armé ou non, et que c'est à l'État territorial qu'il incombe au premier chef d'apporter cette aide, même si les forces armées danoises peuvent être amenées dans certaines situations à devoir se montrer attentives aux besoins particuliers des personnes handicapées<sup>28</sup>.

65. En résumé, le droit international humanitaire et la Convention relative aux droits des personnes handicapées s'appliquent ensemble pendant les conflits armés. Il faut maintenant entamer un dialogue intentionnel et significatif sur la manière de réaliser concrètement la tâche énoncée à l'article 11 de la Convention – renforcée par la résolution 2475 (2019) du Conseil de sécurité et reconnue implicitement dans les Conventions de Genève de 1949 – consistant à mettre en place des mesures de protection efficaces et adaptées aux personnes handicapées pendant la conduite des hostilités.

<sup>23</sup> Alice Priddy, « Disability and Armed Conflict », note d'information de l'Académie n° 14, Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève (Genève, 2019).

<sup>24</sup> Ibid. p. 48 à 57.

<sup>25</sup> Voir, par exemple, [CRPD/C/GRC/CO/1](#), par. 15 et 16.

<sup>26</sup> Danemark, Ministère de la défense, « Military Manual on International Law Relevant to Danish Armed Forces in International Operations » (Copenhagen, 2020).

<sup>27</sup> Ibid, p. 109.

<sup>28</sup> Ibid.

*Droit pénal international : visibilité faible à nulle*

66. Les conflits peuvent donner lieu à des atteintes aux droits de personnes ou de groupes de personnes. L'article 16 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées vise déjà fortement à lutter contre l'impunité en général. Outre le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, l'article 11 fait spécifiquement mention du « droit international », S'il en était besoin, donc, cette disposition précise bien que toutes les branches du droit international, y compris le droit pénal international, s'appliquent pendant et après les conflits. On se souviendra que, dans sa résolution 2475 (2019), le Conseil de sécurité avait souligné qu'il fallait faire en sorte que les actes criminels commis contre les civils, notamment contre les personnes handicapées, ou ayant un impact négatif sur eux ne restent pas impunis. Il demandait que les victimes aient « accès à la justice et à des voies de recours utiles, notamment, quand cela [était] possible, à une réparation »<sup>29</sup>.

67. Il est dès lors consternant de constater que le droit pénal, tant international que national, fasse pour l'instant si peu de cas des répercussions des conflits sur les personnes handicapées. Il faut remédier à l'invisibilité dont souffrent les personnes handicapées en temps de paix comme en temps de guerre. Ces dernières se retrouvent souvent dans des situations particulièrement vulnérables et constituent des cibles faciles lorsqu'elles sont regroupées dans des institutions, par exemple. Quand elles sont placées dans ce type d'établissements, elles deviennent particulièrement vulnérables et risquent d'être utilisées comme boucliers humains ou d'être retenues en otages. En outre, les attaques aveugles et l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées peuvent avoir et ont des conséquences encore plus dévastatrices pour les personnes handicapées, qui se trouvent parfois dans l'incapacité de fuir les hostilités actives.

68. Que ce soit au niveau national ou international, les procureurs devraient enquêter systématiquement sur les allégations de violence à l'égard des personnes handicapées et donner à leurs investigations la publicité voulue. Le cas échéant, ces enquêtes devraient donner lieu à des poursuites, notamment lorsqu'il apparaît que l'acte incriminé visait des personnes handicapées ou que l'on pouvait s'attendre à ce qu'il ait un effet dévastateur<sup>30</sup>.

*Action humanitaire : visibilité accrue*

69. Des progrès plus importants semblent avoir été réalisés dans le domaine de l'action humanitaire inclusive. En prévision du Sommet mondial sur l'action humanitaire, tenu à Istanbul (Turquie) en 2016, une Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire a été élaborée. Elle a depuis été approuvée par 32 États (dont trois membres permanents du Conseil de sécurité), une organisation régionale (l'Union européenne), 15 institutions spécialisées du système des Nations Unies (dont le Programme des Nations Unies pour le développement) et huit autres organisations internationales, ainsi que des dizaines d'organisations de personnes handicapées.

70. Il est intéressant de noter que la Charte s'applique à l'ensemble des situations de risques, y compris les conflits armés, les urgences humanitaires et les catastrophes naturelles (par. 1.1). Il y est à la fois question de « protection » et d'« assistance ». La Charte s'applique au-delà du cadre temporel de la catastrophe et s'étend jusqu'à la « transition vers la reconstruction » (par. 1.4). Ses signataires reconnaissent que « les progrès vers une action humanitaire efficace et respectueuse des principes

<sup>29</sup> Résolution 2475 (2019) du Conseil de sécurité, par. 2.

<sup>30</sup> William Pons, « An argument for the prosecution of crimes against persons with disabilities », Intercross Blog (ICRC), 11 mai 2017.

humanitaires ne pourront être réalisés que si la préparation et les réponses humanitaires sont inclusives des personnes handicapées » (par. 1.5). Les obligations faites à la fois par le droit international humanitaire, le droit des réfugiés et la Convention relative aux droits de la personne sont évoquées et il est fait référence à la volonté de ne laisser personne de côté, qui sous-tend les objectifs de développement durable. En outre, l'impact intersectionnel des catastrophes et des urgences est reconnu dans la Charte.

71. Il est rappelé dans la Charte que « les personnes handicapées et leurs organisations représentatives ont des capacités souvent inexploitées, et qu'elles ne sont pas suffisamment consultées et impliquées dans les processus de prise de décision ... , y compris dans les mécanismes de préparation aux crises et de coordination des interventions. (par. 1.10), point qu'il importe de noter et qui se rapporte directement aux thèmes de l'inclusion et de la participation abordés dans le présent rapport. Suivent ensuite un certain nombre d'engagements (qui n'ont pas de caractère juridique international) sur la non-discrimination, la participation, les politiques inclusives, les réponses et services inclusifs, ainsi que la coopération et la coordination.

72. En 2018, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a publié une série de ressources sur l'inclusion des enfants handicapés dans l'action humanitaire<sup>31</sup>. On y trouve des orientations sur l'inclusion des enfants handicapés dans l'action humanitaire et des orientations classées par thèmes (éducation, santé et VIH/SIDA, nutrition, protection et eau, assainissement et hygiène).

73. La question de la protection des personnes handicapées déplacées ou demandant l'asile a été abordée dans une certaine mesure par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Par exemple, en 2011, le HCR a publié une note visant spécifiquement à donner des orientations sur les besoins des personnes handicapées et sur les mesures à prendre pour y répondre dans les situations de déplacement forcé. Dans sa conclusion sur les réfugiés et autres personnes handicapées protégées et assistées par le HCR (A/AC.96/1095, sect. III. A), le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés réaffirme le rôle de la communauté internationale et du HCR consistant à aider les États à assumer leurs responsabilités s'agissant de la protection des réfugiés handicapés et recommande que des mesures soient prises pour tenir compte des personnes handicapées (par exemple en procédant à l'identification et à l'enregistrement des personnes handicapées nécessitant une attention particulière, en veillant à l'accessibilité des programmes, des services et des procédures, en favorisant la coopération internationale en vue d'améliorer les conditions de vie et de veiller à ce que les personnes concernées bénéficient d'une égalité des chances au niveau de la recherche de solutions durables et reçoivent l'appui approprié). Le HCR prend actuellement des mesures pour que les progrès accomplis en matière d'inclusion du handicap se poursuivent.

74. Dans d'autres orientations, il est question des obstacles auxquels se heurtent les personnes handicapées dans les situations de risques dans le contexte de l'action humanitaire, l'idée étant de donner des orientations opérationnelles aux acteurs humanitaires qui œuvrent dans des situations d'urgence souvent complexes et extrêmement difficiles. On peut citer à titre d'exemple les directives du Comité permanent interorganisations concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence, qui ont vocation à aider les personnes souffrant de

<sup>31</sup> Fonds des Nations unies pour l'enfance, « Guidance: including children with disabilities in humanitarian action », mars 2018. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [www.humanitarianresponse.info/en/operations/ukraine/document/guidance-including-children-disabilities-humanitarian-action](http://www.humanitarianresponse.info/en/operations/ukraine/document/guidance-including-children-disabilities-humanitarian-action).

handicap psychosocial<sup>32</sup>. On y trouve des orientations concernant la promotion du bien-être psychosocial dans les situations de crise humanitaire par la participation des personnes handicapées dans la prise de décisions, la planification, la conception, la gestion et la mise en œuvre des activités. Y sont énumérés de nombreux facteurs qui, en période de crise humanitaire, peuvent avoir des effets délétères sur la santé mentale et le bien-être psychosocial des personnes, des familles et des populations. Ces orientations se révèlent également utiles s'agissant des lacunes et des obstacles concernant l'accès aux services de santé mentale et aux services de soutien psychosocial et fournissent des exemples de mesures à prendre, des indicateurs de suivi et de brefs exemples d'interventions sur le terrain.

75. En 2019, l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur la prise en compte des personnes handicapées dans l'action humanitaire a adopté ses directives sur l'intégration des personnes handicapées dans l'action humanitaire. Ces dernières s'appuient sur les orientations relatives à l'intégration du handicap adoptées par des organisations de la société civile et donnent, en fonction du secteur concerné, diverses stratégies globales d'intégration du handicap dans l'action humanitaire. Il s'agit d'orientations détaillées axées sur l'aspect opérationnel dans le contexte plus large de l'action humanitaire<sup>33</sup>.

76. Il ressort des deux documents publiés par le Comité permanent interorganisations que le fait de ne pas intégrer les personnes handicapées dans l'action humanitaire, y compris dans la préparation, les interventions d'urgences et le relèvement, crée de graves risques et s'avère préjudiciable. Ces publications contiennent des orientations opérationnelles sur la manière d'identifier les obstacles qui entravent l'accès des personnes handicapées à l'assistance humanitaire, à la protection et à l'aide au relèvement dans les crises humanitaires et sur les moyens d'y remédier, ainsi que sur la participation de ces personnes à l'élaboration, à la planification et à la mise en œuvre des programmes humanitaires.

*Désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants : faible visibilité*

77. Il s'avère difficile à bien des égards de prendre en compte les besoins des personnes handicapées dans les efforts de désarmement, démobilisation et réintégration. La capacité des ex-combattants à résoudre les problèmes, leur résilience et leurs mécanismes d'adaptation doivent être reconnus à leur juste valeur, de même que le soutien par les pairs, qui peut et doit contribuer à faciliter leur réintégration dans la société. Les ex-combattants handicapés doivent se voir confier des rôles importants dans les situations consécutives à un conflit et il importe de reconnaître qu'ils sont concernés par l'ordre social établi après un conflit et par les activités de développement.

78. Le Département des opérations de paix soutient les ex-combattants et les personnes associées à des groupes armés afin qu'ils puissent participer activement au processus de paix au lendemain d'un conflit. Les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration consistent à retirer les armes des mains des membres des groupes armés, à sortir ces combattants des groupes et à les aider à se réintégrer dans la société en tant que civils.

79. Il convient de noter que la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, adoptée en 1997, crée une obligation s'agissant de la réintégration sociale

<sup>32</sup> Directives du Comité permanent interorganisations sur la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence, (Genève, 2007).

<sup>33</sup> Comité permanent interorganisations, « Directives relatives à l'intégration des personnes handicapées dans l'action humanitaire » (Genève, 2019).

et économique des victimes de mines [art. 6, par. 3)]. Dans la Convention sur les armes à sous-munitions, adoptée en 2008, l'obligation relative à la réintégration sociale et économique est renforcée et des mesures d'application sont prévues, y compris la collecte de données ventilées par handicap, l'adoption et l'application des réglementations et politiques nationales nécessaires, l'élaboration de plans et de budgets nationaux et l'obligation de veiller à la participation effective des victimes des armes à sous-munition et des organisations qui les représentent. Il serait probablement utile de considérer ces obligations à travers le prisme plus large de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

80. Bien que, traditionnellement, il ne soit pas tenu compte du handicap dans les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, des efforts ont été faits, dans le cadre de plusieurs interventions, pour mieux prendre en considération les besoins particuliers des ex-combattants handicapés qui n'avaient pas été recensés durant la phase de conception du programme<sup>34</sup>. On peut citer à titre d'exemple la subvention d'urgence pour le Burundi financée par la Banque mondiale, venue apporter un financement complémentaire au projet de démobilisation d'urgence et de réintégration progressive. Grâce à celle-ci, un appui a été fourni à la réintégration sociale et économique des ex-combattants handicapés après leur démobilisation, ainsi qu'à celle des autres ex-combattants démobilisés sous ce projet. Dans le cadre de la révision des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration, un module axé sur le handicap devrait voir le jour en 2021. La publication de ces nouvelles orientations est attendue avec grand intérêt<sup>35</sup>.

## IV. Conclusions et recommandations

81. Les conclusions et recommandations exposées ci-après ont pour objet d'élargir et d'alimenter le dialogue sur la visibilité des personnes handicapées dans l'ensemble du processus de paix.

### A. Conclusions

82. Premièrement, il conviendrait de continuer à lire la Convention relative aux droits des personnes handicapées à la lumière des autres traités, politiques et programmes afin d'éviter toute fragmentation du droit international et de contribuer à rendre ce dernier plus cohérent.

83. Deuxièmement, il est particulièrement pertinent de noter que la « protection » est envisagée sous un angle nouveau dans la Convention. Elle se trouve ainsi dépouillée de son héritage paternaliste, se fonde sur la capacité active d'agir de l'humain et la participation des personnes handicapées et elle est reliée aux objectifs plus larges de l'intégration et du développement. Les normes principales à cet égard concernent l'identité individuelle, la capacité d'agir et le droit des personnes handicapées de participer à la vie de leur société et de contribuer à son remodelage.

84. La Convention est pertinente à toutes les étapes du processus de paix. Aucune ne doit être envisagée isolément. Il conviendrait de considérer les droits et les intérêts des personnes handicapées (y compris leur droit de se prononcer sur l'élaboration de politiques plus larges et autres) comme pertinents à tous les

<sup>34</sup> Janet E. Lord et Michael Stein, « Peacebuilding and reintegrating ex-combatants with disabilities », *International Journal of Human Rights*, vol. 19, n° 3 (juin 2015).

<sup>35</sup> Voir <https://www.unddr.org/the-iddrs/>.

stades du processus de paix et ne pas se limiter, par exemple, à une notion statique de la « protection » pendant la conduite des conflits.

## **B. Recommandations concernant l'ensemble du processus de paix**

### **Prévention des conflits**

85. Les États et les organisations multilatérales doivent être davantage sensibilisés au fait que, étant donné qu'elles ont beaucoup à perdre, les personnes handicapées portent un intérêt marqué au maintien de la paix.

86. De même, il convient de faire œuvre de sensibilisation à la capacité des personnes handicapées et des organisations qui les représentent à amener des groupes divers à trouver un terrain d'entente en dépit de leurs désaccords.

87. À l'avenir, dans les résolutions portant création de missions politiques spéciales, il conviendrait que la contribution des personnes handicapées à la prévention des conflits soit mise en avant et qu'une place véritable leur soit donnée à toutes les étapes du processus de paix. Il faudrait à cet égard qu'on trouve des formules adaptées dans toutes les résolutions du Conseil de sécurité, inspirées de la résolution [2475 \(2019\)](#). Le Conseil pourrait appeler toutes les parties à un conflit naissant ou potentiel à intégrer explicitement les personnes handicapées dans leurs stratégies et processus de désescalade.

### **Conduite des hostilités**

88. Les États et les autorités militaires devraient s'engager à définir des protections spécifiques pour les personnes handicapées pendant la conduite des hostilités aux niveaux stratégique, tactique et opérationnel. Ils devraient explicitement s'efforcer de donner davantage de visibilité aux personnes handicapées dans les normes actuelles relatives à la protection des civils, y compris en élaborant des instructions permanentes et des règles d'engagement dans lesquelles il serait tenu compte des besoins particuliers et des expériences de vie des personnes handicapées.

89. Il faut partir du principe que, sur un théâtre d'opérations donné, les personnes handicapées représentent au moins 15 % de la population civile.

90. Afin de se doter des connaissances et des compétences qui leur permettraient d'adopter une approche tenant compte de la question du handicap, les autorités militaires devraient dialoguer davantage avec les organisations de personnes handicapées et solliciter activement leurs compétences.

91. Une avancée majeure serait que les États intègrent explicitement dans leurs manuels, procédures et pratiques militaires l'obligation faite par l'article 11 de la Convention et qu'ils prévoient un module de formation aux droits relatifs au handicap à l'intention de toutes les forces militaires et forces de sécurité.

### **Droit pénal international**

92. Les États et les institutions multilatérales devraient accorder une plus grande attention à la dimension du handicap dans les enquêtes, commissions d'enquête et procès actuels et futurs concernant les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

93. La fin de l'impunité est demandée à la fois dans la Convention et dans la résolution historique [2475 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité. Il est toutefois



surprenant que les violations commises contre les personnes handicapées fassent si peu l'objet d'enquêtes, de poursuites et de commissions d'enquêtes pénales internationales. Il ne faudrait pas en conclure pour autant que de telles violations ne se produisent pas. Étant donné que 15 % de toute population concernée par un conflit est susceptible de souffrir d'un handicap, il s'ensuit qu'il y a nécessairement, parmi les victimes de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, des personnes handicapées.

94. Les enquêteurs et les procureurs devraient se pencher beaucoup plus résolument sur les répercussions que les conflits et les activités criminelles présumées peuvent avoir sur les personnes handicapées.

#### **Action humanitaire**

95. Les États, les organismes multilatéraux et les organisations humanitaires devraient veiller à ce qu'il soit tenu compte des questions de handicap dans tous les aspects de l'élaboration des programmes. Il faut de toute urgence que la situation des personnes handicapées, quelle que soit la nature du handicap, soit prise en considération dans l'action humanitaire. Des mesures dans ce sens sont prises actuellement et permettront peut-être de véritablement relier protection, action humanitaire et développement.

96. Il est impératif que de telles mesures soient prises en consultation avec les personnes handicapées et les organisations qui les représentent et que ces dernières y participent activement.

#### **Désarmement, démobilisation et réintégration**

97. Les États et les institutions multilatérales devraient appuyer les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration qui tiennent compte des questions relatives au handicap. Les ex-combattants handicapés ont tout autant le droit que les autres d'aider à reconstruire leur propre communauté. Ils connaissent parfaitement la promesse de la paix.

98. L'obligation relative à la réintégration dans la vie quotidienne de la communauté semble peu à peu être intégrée dans les programmes et stratégies de désarmement, démobilisation et réintégration. Il s'agit là d'une tendance positive, qui doit être encouragée et soutenue.

#### **Maintien de la paix**

99. Les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations Unies doivent élaborer des plans concrets pour mettre en œuvre la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, y compris en dialoguant avec les organisations de personnes handicapées et en renforçant les capacités de ces dernières.

100. En outre, les résolutions portant création ou prorogation des missions devraient contenir des formules adaptées, de manière à ce que l'inclusion du handicap soit considérée comme une question transversale et intégrée dans l'ensemble des mandats des missions, l'idée étant de mettre en avant l'importance des connaissances en matière de handicap, de favoriser le recours à des conseillers et conseillères pour la protection sensibles aux questions de handicap et de promouvoir l'analyse du handicap et la collecte et l'utilisation de données ventilées relatives au handicap. Le rôle essentiel que les personnes handicapées jouent dans l'instauration et le maintien d'une paix durable devrait être souligné.



### **Consolidation de la paix**

101. Les personnes handicapées et les organisations qui les représentent sont des ressources largement inexploitées dans le processus essentiel de consolidation de la paix dans les situations consécutives à un conflit. Elles ont le droit d'y être réellement associées. Elles ont une vision critique de ce qui rend la société et l'économie véritablement inclusives. Elles savent d'instinct valoriser la différence, ce qui revêt une grande importance dans le processus de guérison, et, par leur humanité, elles peuvent transcender les divergences confessionnelles ou idéologiques et encourager les parties qui s'opposent à mettre en sourdine les objets de discorde et à s'entendre sur l'importance de l'inclusion pour toutes et tous.

102. Il faut en faire davantage pour mettre en lumière le rôle constructif que les personnes handicapées tiennent dans les processus de consolidation de la paix et pour trouver des moyens pratiques de le renforcer à l'avenir.

### **Renforcement des capacités**

103. Il reste beaucoup à faire pour amener les militaires à mieux appréhender les questions relatives à la protection et à la participation des personnes handicapées avant, pendant et après un conflit. Il s'agit là d'un point essentiel et, comme l'illustre le cas de la Finlande, des mesures commencent à être prises à cet égard.

104. De même, il reste beaucoup à faire pour renforcer les capacités des organisations de personnes handicapées de sorte qu'elles puissent dialoguer efficacement avec les gouvernements et les autorités militaires (et les parties concernées du système des Nations Unies) et optimiser ainsi le rôle qu'elles tiennent dans l'ensemble du processus de paix. La connaissance du droit humanitaire international est nécessaire, mais celle du fonctionnement de la prévention des conflits, du maintien et de la consolidation de la paix l'est tout autant.

105. Les académies militaires, les écoles spécialisées en droit international humanitaire et les universités qui proposent des cours de droit international humanitaire ainsi que des études sur la paix devraient être invitées à conclure des partenariats avec des organisations de personnes handicapées afin de contribuer à faire progresser la protection et la participation des personnes handicapées dans l'ensemble du continuum de la paix et des conflits.

### **Approfondissement de la recherche et des connaissances**

106. Il est nécessaire d'approfondir les connaissances pour favoriser le changement dans l'ensemble du processus de paix, y compris dans les domaines suivants :

a) Les compétences que les personnes handicapées ont acquises grâce à leur expérience sont largement inexploitées dans l'ensemble du processus de paix. Il convient d'évaluer la capacité des organisations de personnes handicapées à prendre part à toutes les étapes du processus de paix et à formuler des recommandations (en particulier à l'intention des donateurs) en vue de la renforcer ;

b) Il convient d'approfondir les recherches relatives à l'élaboration de recommandations opérationnelles essentielles à l'intention des autorités militaires sur la manière d'intégrer le handicap et de favoriser son inclusion aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique.

c) Il convient d'approfondir les recherches s'agissant de la manière dont les organes du droit pénal international traitent actuellement les crimes commis contre des personnes handicapées pendant les conflits, en vue de formuler des recommandations claires sur la façon dont ils peuvent faire en sorte que les enquêtes et les autres procédures tiennent pleinement compte des personnes handicapées et soient accessibles à ces dernières ;

d) Il convient de trouver davantage d'exemples dans lesquels les personnes handicapées ont été associées au processus de consolidation de la paix en vue d'élaborer des directives pratiques concernant leur inclusion dans les processus de consolidation de la paix dans les situations consécutives à un conflit.

---